

Bureau
des dépositions

angle de transformation
des politiques migratoires
et des Etats-Nations
capitalistes

Brouillon général

Bureau
des dépositions

angle de transformation
des politiques migratoires
et des Etats-Nations
capitalistes

Les politiques et les lois migratoires qui assignent à une violence journalière ne pourront pas durer. En nous réunissant et en témoignant, nous nous munissons des forces nécessaires à la refonte de l'esprit de justice qui est asservi aujourd'hui à un système nationaliste et capitaliste. Les corps, les liens et les devenirs ne peuvent pas être ainsi jetés par l'histoire. Nous constituons, comme beaucoup d'autres, un corpus de pièces, qui lèvent les responsabilités. Nous témoignons solidairement et re-suscitons nos expériences contre les discours et mises sous silence qui nous sont imposés par les attendus des juges de l'OFPRA, de la CNDA, du Ministère de l'Intérieur en France, de nombreux médias, par les dispositifs de contrôle des États, qui circulent en Europe, en Afrique et ailleurs.

Le Bureau des dépositions est un espace à saisir, à re-susciter, il concerne celles et ceux qui voyagent, qui arrivent, qui partent ou qui restent. Nous désirons abolir ce que les frontières, épaisses, diffuses, tout autant spectacularisées que rendues invisibles et omniprésentes, produisent comme crimes banalisés.

Le Bureau des dépositions a pris forme en février 2018 au Patio, lieu d'abri sur le campus de l'Université Grenoble Alpes à Saint Martin d'Hères, occupé par des personnes pour la plupart en situation de demande d'asile et prises dans la violence des procédures Dublin. Le Patio a été ouvert par des personnes en exil, depuis l'invitation et avec le soutien d'étudiant.e.s, militant.e.s, représentants associatifs, collectifs, le 5 décembre 2017 après l'occupation d'un amphithéâtre. Le Patio est le nom d'anciens locaux de laboratoires de recherche en droit, voués à destruction, qui se situent à deux pas de la faculté de droit. Le Conseil d'Administration de l'Université et le président de l'Université, Patrick Lévy, tolèrent cet « hébergement transitoire », selon leurs termes. Le Bureau des dépositions existe depuis les relations entre plusieurs résidents, anciens et actuels, du Patio, plusieurs personnes travaillant depuis et hors de l'Université.

La première lettre s'écrit et prend au mot ce que nous, co-auteur.e.s du Bureau des dépositions, lirons plus tard dans une interview d'Etienne Balibar dans le journal L'Humanité en juin 2018 : « l'histoire nous demandera des comptes » :

l'hécatombe en Méditerranée prend des formes génocidaires. Le mot est fort, mais comment nommer l'élimination de milliers d'individus sur des bases raciales, qui est tolérée, prévue et finalement organisée par défaut? C'est un génocide rampant, non pas dans un territoire fermé, mais dans l'espace frontalier entre les États. L'histoire nous en demandera compte.

Les lettres témoignent dans la perspective de constituer un dossier d'accusation. Nous entendons la phrase d'Etienne Balibar « l'histoire nous demandera des comptes » au présent, en considérant ce que cette phrase mise au présent nous permet déjà de transformer. Nous n'attendons pas un procès à venir pour nous exprimer, nous nous exprimons, à l'instar des nombreuses personnes qui se sont exprimées lors la session sur la violation des droits humains des personnes migrantes et réfugiées et son impunité du Tribunal Permanent des Peuples, qui s'est tenue à Paris les 4 et 5 janvier 2018.

A l'instar de ce propos introductif, les propos en gras dans la brochure ont été écrits par Marie Moreau et Sarah Mekdjian, membres du Bureau des dépositions. Ils visent à préciser des éléments de contexte de ce travail coopératif de pensée et d'écriture .

Seigneur Essono, Mamy Kaba, Ousmane Kouyaté
Mustafa Aliou, Mamadou Algassime Bah,
Mohamed Camara, Pierre Chomette,
Sarah Mekdjian, Marie Moreau, Ozigbo Uyi

Juillet 2018

Nous, Bureau des dépositions situé au Patio Solidaire,
lieu occupé et autogéré du campus universitaire de Saint Martin
d'Hères, latitude 45.1667- longitude 5.7667, adressons nos lettres et
demandons des réponses singulières de :

Monsieur Le Président de la République Française,
Emmanuel Macron

Tous les dirigeants africains actuels, en particulier
Monsieur le Président de la République de Guinée, Alpha Condé
et Monsieur le Président de la République du Cameroun, Paul Biya

Monsieur le Président du Parlement Européen, Antonio Tajani

Messieurs, Mesdames de la Commission Européenne et
responsables des politiques qui gèrent Eurodac,

Monsieur le Président de la Commission Européenne,
Jean-Claude Juncker

Omo Onoba D'Edo Uku (Etat d'Edo, Nigeria)

Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères de France,
Jean-Yves Le Drian

Monsieur le Ministre de l'Intérieur, Gérard Collomb

Monsieur le Maire de Grenoble, Eric Piolle

Monsieur le Président de l'Université Grenoble Alpes, Patrick Lévy

Messieurs et Mesdames des Ambassades de Guinée, de Côte
d'Ivoire, du Libéria, de la Sierra Léone en France
et dans l'Union Européenne

Monsieur le Président de l'OFII - Office Français
de l'Immigration et de l'Intégration, Rémy Schwartz

Monsieur le Préfet de l'Isère, Lionel Beffre,

Messieurs, Mesdames les préfets en France

7 juin 2018,

Chères et chers lectrice.eur.s, chères et chers témoins,

Les politiques ont construit l'immigration comme un problème, ce qui produit des stigmates, des stéréotypes. Au-delà de la défiance habituelle vis-à-vis des étrangers, il s'agit d'une politique rationnelle et néolibérale qui entend produire des masses précaires, corvéables et dociles. Les politiques exaspèrent l'image de l'étranger. Elles sont de plus en plus restrictives pour créer des masses de plus en plus précaires et flexibles. Ainsi s'organise un déni du droit d'asile. L'augmentation des délais de rétention, le tri de vrais et faux migrants ou réfugiés s'inscrivent dans un effort de dissuasion : la dissuasion de venir en Europe, mais plus encore celle de prétendre à des vies autonomes et vivables. Les frontières sont devenues des endroits de plus en plus épais qui tuent. Les personnes, prises dans les rouages administratifs, sont devenues des objets qui s'échangent entre États (voir la convention de Dublin II). Le voyage est sans arrivée. Tout quitter pour ne rien avoir. Les « transferts » de populations, que les États appellent « expulsions », « reconduites à la frontière », « mesures d'éloignement », fonctionnent comme des monnaies d'échanges dans les rapports de force financiers et géopolitiques entre les États, entre leurs intérêts, liés à des entreprises privées de la « sécurité ». Ce sont des politiques automatisées, auto-programmées pour dire « non », quand le « non » sert à faire fructifier leurs intérêts financiers.

Nous, Bureau des dépositions, vous adressons ces premières lettres, écrites et débattues depuis le Patio qui est un endroit de mise à l'abri, pas un endroit de vie mais de survie. Il a fallu réquisitionner ce lieu pour se mettre à l'abri de la neige et du froid. Le lieu est occupé

par des personnes qui en grande majorité sont concernées par les procédures Dublin. La France se décharge de toute responsabilité, et organise la mise à la rue et l'expulsion – vers l'Italie notamment – de nombreuses personnes. Le Patio repose sur les dons de personnes de bonne volonté. Le lieu est géré par ses habitant.e.s. Ouvert en décembre 2017, le Patio est solidaire : ceux qui sont assignés à résidence accompagnent ceux qui sont assignés à résidence tous les lundis et mercredis pour aller signer à l'hôtel de police ; ceux qui ne sont plus assignés à résidence continuent à accompagner ceux qui le restent, même s'ils n'ont plus besoin de signer. Les liens se créent depuis une diversité de langues et d'expériences, nous résistons ainsi à l'atomisation qui nous est imposée.

Là où les vies sont dans l'ombre, nous, Bureau des dépositions, nous exprimons par l'écriture de lettres. Ce n'est pas une écriture par plaisir, ce qui n'empêche pas que la joie et le rire aient aussi leur place dans les lettres du Bureau des dépositions. Là où personne n'est à l'écoute, nous éprouvons des sentiments, nous exprimons des arguments.

Nous parlons de frontières depuis l'expérience de ceux qui ont risqué leur vie aux côtés de celles et ceux qui l'ont perdue. Les médias ne cessent de nous criminaliser, ils ne parlent pas de frontières au sujet des exils fiscaux, des contrebandes d'armes organisées par les Etats. Le Bureau des dépositions rappelle les contrebandes suscitées et organisées par les Etats, en particulier les échanges de personnes qui sont considérées comme des marchandises, des biens meubles. Nous parlons de géopolitique, qui n'est ni interne, ni externe, mais toujours les deux à la fois. Nous écrivons à Gérard Collomb et à Alpha Condé, à bien d'autres dirigeants aussi et attendons une réponse que nous

publierons. Nous ne sommes ni d'un côté, ni de l'autre, mais partout à la fois, car tout est en continuité et se répond dans des machineries qui circulent.

Le Bureau des dépositions réouvre, débloque, ce qui est bloqué. Les lettres écrites doivent être à la vue de la presse, des citoyen.ne.s, de celles et ceux qui décident en notre nom. Nous leur disons comme d'autres l'ont dit avant nous : « not in our name », « pas en notre nom ». Nos dépositions s'écrivent et viennent s'opposer aux arguments des Etats. Ce sont des armes brandies pour une auto-défense légitime. Nous aimerions que les lettres écrites se déplacent et s'invitent là où vous, lectrices et lecteurs, vous les amènerez ; nous aimerions qu'elles se traduisent et se transforment, comme nous le faisons, au Patio, dans les universités, dans les villes, partout, exilées ou pas, étudiants ou pas, abonnées au gaz ou pas, assignés à résidence ou pas.

Le Bureau des dépositions

A l'attention des compatriotes guinéens, ivoiriens, libériens, français, sierra léonais, aux ambassades, au Président de la République Française, au Ministre des Affaires Etrangères de France, au Maire de Grenoble, à la rédaction de Médiapart, à nos ami.e.s,

Le vendredi 2 mars 2018
Patio, St Martin-d'Hères. France.

Madame, Monsieur,

A l'heure actuelle, les Guinéens se trouvent dépossédés de leurs ressources et nous observons les même cas de figure en Côte d'ivoire, au Libéria, en Sierra Leone, en France...

Sur l'aspect économique, l'exploitation des ressources n'a pas de retombées positives pour les populations voisines et cela engendre des problèmes sociaux. Par exemple les sociétés « Rio Tinto » et « Bellezone », tout au début de leur exploitation dans le site de Simandou – Guinée –, n'ont pas respecté les règles et les conditions établies, à savoir la fabrication d'un réseau ferroviaire favorisant la circulation des populations. En effet, les sociétés d'exploitants s'étaient engagées à développer les collectivités locales environnantes des sites mis à leur disposition.

De nombreuses révoltes se sont soulevées pour le déguerpissement de ces exploitants et pour l'égalité dans les bénéfices de l'Etat. Ces problèmes de redistributions populaires et démocratiques font le jeu des violences ethniques et alimentent les cultures traditionnelles conservatrices.

Au lieu de faire des traditions une richesse, cela devient des régimes frénétiques totalitaires. Ainsi les patriarches traditionalistes confisquent le pouvoir et cela a des répercussions sur la politique.

Nous qualifions ces aspects en deux normes : norme nationale et norme extranationale.

Les politiques étrangères menées en Guinée, au Sierra Leone, en Côte d'Ivoire, au Libéria sont non-favorables aux populations.

Par exemple, les contrats signés entre l'entreprise française Bolloré et le gouvernement guinéen favorisent l'acquisition privée des postes stratégiques de nos pays. Dans ces conditions, nous, les peuples, ne pouvons pas recourir à la souveraineté de nos ressources. C'est ce qui explique les nombreuses fuites de ses zones.

Nous voudrions rajouter que nous ne méritons pas ces souffrances. En Guinée, au Libéria, en Côte d'Ivoire, au Sierra Léone, tout comme ici en France. Parce que ceux qui gouvernent ne connaissent pas l'intérêt de leur pays, pire que ça, ceux qui nous gouvernent sont le limon de ses souffrances.

Combien d'Africains meurent chaque jour dans les mines de mercure pour l'extraction des minerais qui constitue les smartphones, les tablettes Samsung et autres nouveaux supports de communication ? Parce que ces sociétés privées ont tout le pouvoir et exploitent les africaines et leurs ressources sans contrepartie.

Au nom du peuple guinéen du Patio,
Campus de St Martin d'Hères, France. Mamy Kaba

Aux amis, aux médias,

Le prix des denrées alimentaires sont comme si la Guinée n'était pas désenclavée. Les pommes de terre du Fouta Djalon : il n'y a pas de routes qui permettent d'exporter les ressources alimentaires agricoles. Il n'y a pas de conserverie. La conserverie à Mamou a fermé. Les ananas, les mangues pourrissent.

Même les footballeurs partent. Il n'y a pas de centre de formation de footballeurs en Guinée. Le foot c'est géopolitique.

Les élections en Guinée sont gérées par la France. En 2017 c'était les élections communales, en 2020 ce sera les élections présidentielles.

La France nous a colonisés. La France, ils frappent nos parents. Ils ont organisé le travail forcé pour nos parents. Par exemple, au sujet de la construction du pont de Konou. C'est une histoire que j'ai apprise à l'école. Le pont a été construit à mains nues par du travail forcé.

Konou est la sous-préfecture de Tondon, préfecture de Dubreka.

Le pont n'a pas été construit avec des machines, il a été construit à dos d'hommes. Il y a un fleuve qui coule sous le pont de Konou. C'est le fleuve Kongouré.

Le 2 août 1958 la Guinée a eu son indépendance. L'indépendance n'a pas été totale. Dans les contrats la France gère tout. Si la Guinée a un contrat avec l'Allemagne, la France doit aussi signer. La même France a un problème. Nos parents sont venus combattre contre l'Allemagne en France. En Guinée, il n'y a pas la guerre. Les jeunes

ne travaillent pas. Ils partent en France. Ici, en France, on ne veut pas venir, on ne peut pas vivre. On est interdit. C'est la France qui doit régler ça.

Nous on ne peut pas venir en France. Mais les Français vont en Guinée. Chaque jour les bateaux circulent avec nos richesses. On veut gérer nos richesses nous-mêmes. Pourquoi on dit Franc guinéen et pas guinéen tout court ?

L'histoire nous a condamnés. Les Guinéens continueront à venir en France. Si ça allait chez moi, je n'allais pas venir. Ça va pas chez moi. J'ai du mal à vivre et la France nous a colonisés. Je suis venu auprès de la France pour réclamer mon dû. Je dois récupérer quelque chose et le ramener chez moi. Je ne suis pas venu parce que la France est belle.

Mohamed Camara

Le 31 mars 2018, fin de la trêve hivernale, approche. C'est la date choisie par le Conseil d'Administration et le président de l'Université pour mettre fin à l'accord d' « hébergement temporaire ». Quelques semaines avant, nous Bureau des dépositions, nous nous attelons à écrire une lettre à la présidence pour demander l'amélioration des conditions de vie au Patio jusqu'à l'ouverture d'un nouveau lieu, qui serait un lieu d'habitation et d'activités, à partir duquel poursuivre les nombreux gestes qui y ont déjà lieu.

A l'attention de Monsieur Patrick Lévy, président de l'Université Grenoble Alpes et de Monsieur Eric Saint-Aman, vice-président en charge de la recherche, et de la commission recherche (CR) du Conseil académique,

Monsieur le président, Monsieur le vice-président,

Nous vous adressons cette lettre pour vous informer des activités à la fois pédagogiques et de recherche qui ont lieu au Patio depuis son ouverture. En lien avec cet état des lieux, nous vous proposons la création d'un espace propice à la poursuite de ces activités, qui comprendrait nécessairement un espace dédié à ces activités et un lieu d'habitation.

Nous sommes convaincus qu'un tel espace, au cœur du campus et donc de l'université, participerait pleinement des exigences de l'institution pour élaborer des pratiques pédagogiques et scientifiques situées, c'est-à-dire créant des rapports avec des chercheur.e.s et des non-chercheur.e.s, des étudiant.e.s, des enseignant.e.s et des non-enseignant.e.s, des aspirant.e.s étudiant.e.s... « qui ne visent pas la capture », selon les termes d'Isabelle Stengers, pour apprendre mutuellement sur des modes différents, selon ce qui importe à et entre chacun.e.

Depuis le mois de décembre 2017, des ateliers de recherche, de création, d'écoute, d'expression, des formations pédagogiques, ont été ouverts par des résident.e.s et soutiens du Patio :

– un atelier hebdomadaire d'écriture sur les conditions géopolitiques et migratoires contemporaines ;

- des cours hebdomadaires de français langue étrangère,
- des formations juridiques ;
- des ateliers pluri-hebdomadaires de poésie et de musique ;
- des projections de documentaires et de fictions, accompagnées de débats ;
- des sorties culturelles (musées de Grenoble notamment).

Des étudiant.e.s s'impliquent pour partager le contenu des cours qu'ils suivent, tandis que les résident.e.s participent en retour de la formation des étudiant.e.s notamment dans les domaines juridiques, géopolitiques, sociologiques, anthropologiques, historiques...

Ces pratiques s'inscrivent dans ce qui est déjà développé à l'Université de l'Etat du Parana (Brésil). L'association Réseau Université Sans Frontières, représentée à Grenoble par notre collègue Grégoire Charlot, travaille d'ailleurs à la reconnaissance de ces activités par l'UGA.

Parmi les temps forts des échanges, a été organisé le jeudi 15 février 2018 à l'amphithéâtre 1 de la galerie des amphis, autant par les résident.e.s que par leurs soutiens, une exposition et une conférence portant sur les politiques migratoires contemporaines. Cet événement a réuni plus de 200 personnes issues de l'ensemble de la société civile, dont l'université.

Parmi les activités décrites ci-avant, les activités d'écriture du Bureau des dépositions ont commencé au début du mois de février 2018. Il

s'agit de séances de discussions et d'écritures, où nous – habitant.e.s du Patio, soutiens, chercheur.e.s, artistes –, tentons d'élaborer un vocabulaire précis pour nommer et penser les expériences migratoires actuelles et participer à leurs transformations.

Concernant le lieu à construire, nous proposons :

a. sa constitution selon des modalités juridiques et un partenariat avec l'Université Grenoble Alpes à définir. La co-définition de ce partenariat serait un des sujets de recherche du lieu, parmi d'autres définis par les membres ;

b. participeront à ce lieu toutes personnes désireuses de s'impliquer dans les activités de celui-ci, quelque soit leur statut administratif ;

c. le lieu serait autogéré par ses membres ;

d. les participant.e.s veilleraient à ce que chacun.e puisse élaborer des activités – y compris celle de vivre – dans des conditions, matérielles, relationnelles, souhaitées et désirables.

Les conditions matérielles actuelles d'existence au Patio sont très précaires (manque de place, deux toilettes éloignés, pas de cuisine, ni de salle d'eau) et ne permettent pas de vivre ni de déployer des activités de manière durable. C'est pourquoi nous proposons d'inventer ce nouveau lieu à partir duquel élaborer nos vies et nos pratiques. Alors que nous pourrions échanger sur ces propositions, il nous semble absolument nécessaire dans le même temps d'améliorer les conditions actuelles de vie et de travail au Patio, tout en permettant à chacun.e d'y résider, jusqu'à l'inauguration du nouveau lieu.

C'est en ce sens que le Conseil d'Administration de l'université qui aura lieu le vendredi 23 mars 2018 pourrait voter une motion de soutien, à la fois au Patio et à la perspective d'un nouvel espace.

Nous nous tenons à votre disposition, avec les co-signataires de cette lettre, pour ouvrir un temps d'échanges.

Veillez recevoir, Messieurs le Président et le Vice-président, nos salutations,

Le Bureau des dépositions

Cette lettre est la réécriture partielle, en juin 2018, d'une lettre envoyée le 15 mars 2018 à M. Patrick Lévy et M. Eric Saint-Aman ainsi qu'à l'ensemble des membres du Conseil d'Administration de l'Université Grenoble Alpes, signée par le collectif du Patio solidaire, avec également la signature de soixante personnels de l'Université. Cette lettre a été écrite et envoyée quelques jours avant la fin de la trêve hivernale, qui faisait planer un risque d'expulsion du Patio. La réécriture partielle de cette lettre par le Bureau des dépositions en juin 2018 vise à repenser ce qui nous semble importer depuis le présent.

To the people who meet me as a Nigerian,

Why Benin City has most of its population in Europe ?

1 – lack of jobs.

2 – bad leaders.

3 – lack of environment.

4 – not good schools.

5 – Benin City was the first city who have a university in Nigeria but this university does not good job.

6 – Lack of jobs. This is the worst condition that mark all Benin boys and girls.

7 – Bad leaders. Benin receive the most big money in projects but we, inhabitants of Benin, can not make use of it. Why Benin people don't like to go to Lagos ? There it is still difficult to find a job. I Lagos also there are big problems. This is why we just leave to Europe. For now I'm thanking God that hi help France to keep African in a good condition for them. We remember what then we pass through. The money which France is giving to us, can be used to solve something in family. For me I will stay in France because just one month that I have spent in France I know what I have received from France. One thing I'm still praying for France is to help me about my sister which I left in Nigeria in bad condition.

8 – Corruption. Corruption started from the leaders. Nigerian State give money every year for projects to solve the conditions in that city. All leaders collect the money with their families ; the money will not be used for the projects.

9 – Lack of environment. In Nigeria Benin City is the most city that not have good roads because of the bad leaders. There is no road in Benin City ; motorcars can not pass it and legs can not also pass it. Benin to Lagos was about 2 hours ; for now it's 4 hours and some minutes. Because of the bad roads.

Why can we not make a riot ? Because we don't have money and nobody will stand because those leaders they are in the power; they have the money to do what everything they can to destroy the people who could stand. So we know just leave the state for them.

OZIGBO UYI

To Omo Onoba D'Edo Uku,

Dear Omo Onoba D'Edo Uku,
Akpolopolo Oba Erediawa
Benin City

I heard there is an international meeting in Benin city in May 2018². To you this opportunity to express what we are passing through in that country, in Nigeria. Because of our bad leader. We Edo State we have money but the money is collected in one family which is the family of the leader. What you can help is to talk something about the leader to create jobs and comping (shopping, supermarkets) where people can walk. People are going to school in Benin City but have no jobs. Th at is why we have been living in Benin City. We knew that the road was very risky ; it's because the families are living in poverty. Me that is sending this letter is OZIGBO UYI ; I'm one from your place ISIEMWENRO LATOSE from UMOGHUMU NOKHOW. I know you are the one that have power to talk to the leader to change, to create jobs to the youth so that they can not be arrogant/ criminals. For them not to take to go to Libya. God will bless you if you help Edo State.

OZIGBO UYI

The Omo of Benin is the traditional governor of the ancient kingdom of Benin, Edo State.

On May, 25th 2018 was organized the 'International Conference On Migration & Human Trafficking' in Benin City by the Non-Profit Organization 'CLIP', 'Creative Leadership Initiative Project'.

A tous les dirigeants africains actuels,

Messieurs, Mesdames les dirigeants africains,

Il a été prouvé à maintes reprises que la jeunesse constitue le fer de lance d'un peuple. Mais peut-on dire qu'encore actuellement l'Afrique est un peuple qui a une jeunesse ? Car actuellement celle-ci s'est envolée. Alors qui vous succédera ? Qui vous relèvera ? Où pensez-vous trouvez votre relève ? Aux lendemains des Indépendances, l'Afrique était au-dessus des pays asiatiques mais aujourd'hui ces pays dépassent notre continent de mille longueurs d'ondes. Ce qui est une preuve que l'élite, qui a hérité du pouvoir en Afrique a été plus qu'imbécile. En mon âme et conscience et en vos âmes et consciences, il en découle que vous êtes partie intégrante de cette élite qui a hérité du pouvoir depuis les Indépendances. Vous et moi, êtres doués de raison, en employant celle-ci rationnellement, on peut conclure sans risque de se tromper que vous êtes donc imbéciles. L'ADN est un disque dur qui enregistre les informations des ascendants pour les transmettre aux descendants ; il revient automatiquement à dire que vos progénitures comportent cette imbécilité comme par nature en eux. Donc en voulant leur léguer l'Afrique, vous et moi convenons automatiquement qu'ils ne pourront suivre que votre voie qui finira par amener ce continent dans un gouffre. Ceci pour dire que les seuls individus qui pouvaient assurer la relève de ce continent ont disparu, sont allés partout dans le monde. D'aucuns reposent dans les ventres des requins.

Il est vrai que tous les pays africains ont les mêmes problèmes, mais ayons l'amabilité de reconnaître que certains sont mieux que d'autres. Ainsi, je crois que le boulet rouge de cette lettre doit atterrir

automatiquement en Côte d'Ivoire où Alassane Ouattara a tout spolié, au Cameroun où le Dracula de Paul Biya a scellé le destin de plusieurs générations. Il ne serait pas méchant de notre part de considérer ses 36 ans au pouvoir comme 36 ans de massacres Car ce sont plusieurs générations qui n'ont fait qu'agonir dans la moyenne. L'espérance de vie d'ailleurs ne va pas au-delà de 50 ans. Les gens sont traumatisés par des soucis inutiles. Il y a 58 départements au Cameroun, chaque département porte le nom d'un fleuve mais les populations n'ont pas à boire. Comment les gens peuvent-ils manquer d'eau pour boire et manquer d'électricité ? Comment expliquer qu'il n'y a pas de routes pour desservir les villages ? Le manque de routes est le principal déconnecteur entre les villes et les campagnes. Comment dans un pays en pleine forêt équatoriale, où il suffit de jeter un grain de maïs pour voir pousser du pays, il y a une pénurie alimentaire ? Cette pénurie alimentaire a conduit aux émeutes de la faim de 2008. Dos au mur, le président est venu traiter son peuple d'apprentis sorciers et en usant de la force, en tirant à bout portant sur les populations. Les émeutes de 2008 ont touché l'ensemble du pays. Les populations sont à bout, elles se sont soulevées. Pour certains, contenu de leurs appartenances linguistiques, le pouvoir les a traités de « terroristes ». « Terroristes », alors que les populations demandent juste un mieux-être. Mais je tiens seulement à vous rappeler que vous ne mourrez jamais au pouvoir et que vous répondrez de tous ces crimes.

Seigneur Essono en exil

Alors que les lettres continuent à s'écrire, tous les vendredis après-midis au Patio, les expulsions vers l'Italie d'habitants du Patio pris dans les affres de Dublin se multiplient.

A la Commission Européenne, aux politiques qui gèrent EURODAC, au Président du Parlement Européen, Antonio Tajani,

23 mars 2018

Le système Eurodac est un système à ébranler, à remettre en question. C'est un système humanicide qui tue les êtres humains. Je ne suis pas à l'origine des guerres chez moi, de la famine chez moi, je ne suis non plus à l'origine de la conjoncture socio-culturelle de chez moi. Si je me présente chez vous, c'est à cause de l'instinct de survie qui est caractéristique de la nature humaine. Nul ne saurait accepter mourir pour rien. Je pense d'ailleurs que c'est pour cette raison qu'à la Convention de Genève, les humains que vous êtes et qui autrefois avaient vécu ces mêmes atrocités, avaient tôt fait de statuer là-dessus, afin qu'en pareilles circonstances tout individu puisse avoir gain de cause. Ainsi, je me retrouve chez vous. Je ne suis pas non plus à l'origine de la francophonie. Je veux tout simplement dire que le français étant une langue causée par environ 300 millions d'individus, qui nous amène à nous regrouper vers les mêmes zones avec lesquelles on partage cette langue pour nous faciliter les relations et les activités socio-culturelles et économiques que nous pratiquions et qui nous permettaient de nous affirmer. Eurodac m'exigeait un autre pays avec lequel je ne partage pas cette langue. C'est sans doute un homicide volontaire si tant est que je ne peux plus m'affirmer, car n'ayant plus ce moyen d'expression que je maîtrise de longue date, je me vois en train de mourir. Si tant est que je ne peux plus m'exprimer. Est-ce que en tant que chercheur, est-ce que en tant qu'écrivain francophone, il est raisonnable que je m'installe en Italie, combien de temps me faudra-t-il pour maîtriser

l'italien et l'utiliser comme outil de recherche afin que je puisse être dynamique dans ce domaine ? N'est-ce pas une manière d'étioler mon dynamisme intellectuel et pour finir ma propre personne ? Pourquoi donc depuis mon bas âge j'ai passé tout mon temps à apprendre le français ?

Eurodac aujourd'hui contre ma propre volonté je me retrouve en train d'être incubateur de nouvelles maladies. Je veux tout simplement dire après avoir été tenu aux enfers en Italie, après y avoir laissé mes empreintes, je me retrouve aujourd'hui en France dans ce que tu as bien voulu appeler Dublin. Ce Dublin aujourd'hui m'amène à me couper, à me brûler les doigts de la plus dangereuse manière du monde. Ainsi naît la gangrène. Je me retrouve handicapé. En tant qu'écrivain, je ne peux plus employer ma main droite qui me sert à écrire, en tant que maçon je ne peux plus utiliser ma main pour lever la pelle. Que vous ai-je donc fait pour subir pareil sort ? Avez-vous pensé un seul instant qu'en tant que père de famille c'est grâce à cette main coupée contre ma volonté et dont vous êtes à l'origine que je nourrissais ma famille ? Pourrez-vous la nourrir encore à ma place ? Je ne crois pas tout de suite. Qui s'occupera donc encore de ma famille ? Et la misère se fructifie. Que devrais-je dorénavant penser, que c'est vous qui êtes à l'origine de la misère sociale ? Quel est donc votre rôle social en tant que politique ? La politique telle que je l'ai apprise se résume tout simplement à la gestion des personnes en vue de leur bien-être. Peut-on donc trouver du bien-être lorsque d'après ce qui suit vous êtes à l'origine de la misère ? Avez-vous pensé un seul instant que demain est un autre jour et ce que jour ne vous appartient pas ? Mais plutôt qu'il peut appartenir aux autres. Pensez donc un seul instant que ces autres viendraient vous renvoyer la pareille ? Vous sentirez-vous bien dans cette même situation ?

En tant qu'humains, à quoi sert Eurodac ? Du coup, je crois qu'il ne sert à rien. Je crois qu'il n'encourage pas le génie donc plusieurs d'entre nous sont titulaires. Eurodac ne sert à rien. Il est politicide. Je crois tout simplement qu'il sabote votre politique, mes chers dirigeants européens.

Seigneur Essono

Le 22 et 23 mars 2018 le colloque intitulé « De Frontex à Frontex. Vers l'émergence d'un service européen des garde-frontières et des garde-côtes » est organisé par deux laboratoires de droit de l'université de Grenoble. Ces laboratoires étaient les précédents occupants des locaux du Patio. Une manifestation, contestant les conditions de débat au sein du colloque, s'est tenue le 22 mars devant, puis dans le bâtiment ultra-sécurisé de l'IMAG où le colloque avait lieu. Cette manifestation s'est terminée par des violences policières. Quatre manifestant.e.s, étudiant.e.s et/ou militant.e.s de collectifs et associations de lutte contre les politiques migratoires, finissent à l'hôpital, après avoir reçu les coups de la police. Le Bureau des dépositions publie ici cette lettre du collectif de traduction « Version français-français » dont plusieurs membres écrivent aussi au Bureau des dépositions.

Aux lectrices et lecteurs et aux co-organisateur.trice.s du colloque « De Frontex à Frontex »,

Le collectif de traduction « Version français-français » de l'Université de Grenoble s'est réuni ce matin, le 6 avril 2018, devant le bâtiment ARSH (arts et sciences humaines), alors bloqué pour contester la loi ORE – Orientation et Réussite des Etudiants –, afin d'étudier le texte de présentation du colloque « De Frontex à Frontex » qui s'est tenu les 22 et 23 mars 2018 à l'Université de Grenoble (<https://cesice.univ-grenoble-alpes.fr/actualites/2018-01-19/frontex-frontex-vers-l-emergence-d-service-europeen-garde-cotes-et-garde-frontieres> et <https://lundi.am/Lettre-ouverte-aux-organisateurs-du-colloque-de-Frontex-a-Frontex>).

Le Collectif est ravi de vous présenter les premiers résultats de son travail, ayant porté ce matin sur la phrase suivante :

La crise migratoire que vit aujourd'hui l'Union Européenne l'a amenée à renforcer le pouvoir de son agence Frontex.

Voici l'état du travail du collectif ce jour et quelques traductions de la phrase citée ci-avant :

– L'Union Européenne a choisi d'augmenter les forces de l'agence armée Frontex face aux personnes cherchant refuge dans un espace supposé de paix.

– L'idée d'un « problème de l'immigration » construit par l'Union Européenne a servi de justification pour pousser l'agence Frontex,

outil de répression de l'immigration, à durcir sa politique, présentée dès lors comme une « solution ».

– L'Union Européenne a choisi de renforcer les pouvoirs de l'agence Frontex, outil de la politique européenne raciste, xénophobe et nationaliste de construction d'un « problème de l'immigration ».

Pour le collectif de traduction
« Version français-français » de l'Université de Grenoble.
(D'autres versions sont actuellement à l'étude.)

Les expulsions se poursuivent vers l'Italie, tandis que les mouvements étudiants d'opposition à la loi ORE – Orientation et Réussite des Etudiants –, grandissent sur le campus grenoblois et dans de nombreuses universités en France. On peut lire sur les murs ou dans les manifestations : « ils ferment les frontières, on ouvre nos facs », « de la fac aux frontières, non à la sélection ».

To the European Commission,

We are here in France now. The way France take care of the immigrants was so very nice. I used this opportunity to ask the European Commission to support France financially because we are passed in many stress in road. For the European Union to express our feeling, for them to permit France to give us documents so I know that it is not easy for a country to take care of 1000 of people in different characters.

I know they deport people. Nigeria and Europe should stop deporting Nigerians without documents.

The people deported will become criminals in Nigeria after deportation. Deportation = poverty.

I will use force on you.

The UK colonized Nigeria. They left Nigeria in poverty. They know Nigeria has bad leaders. In the UK the Nigerian leaders place the money they stole in Nigeria. We're living in Nigeria in poverty. Bad leaders are going on holidays in the UK. If they are ill, they go the hospitals in the UK. The children of the bad leaders are going to UK's schools. They leave poverty in Nigeria. The people who go to school in Nigeria will not get jobs. The richest resources of oil in the whole world are partly in Nigeria. Nigeria is the 3rd or 4th country in the world for oil.

Dangol Nigeria.
OZIGBO UYI

A Emmanuel Macron et les Français.e.s en général,

Je m'appelle migrant, venant de l'Afrique sub-saharienne, d'autres m'appellent réfugié.

Je suis venu au monde en procurant de la joie à l'humanité, chaque étape de ma vie est une histoire dans mes archives et une luminosité à mes semblables.

Je suis venu de loin le pays de la rivière du sud, juste pour la recherche d'une meilleure vie, d'autant que tu as contribué pour que j'immigre. J'ai découvert le désert, la mer et la neige pour y rester chez toi.

Je faisais confiance à tous les pays de droits de l'homme, particulièrement toi.

Jamais je ne pouvais imaginer que tu allais me briser la liberté, je suis venu chez toi parce que je me sentais en sécurité, en joie.

En venant chez toi, j'ai découvert le paysage briançonnais. J'ai contemplé pour la première fois les montagnes et les sourires de ta population. À mes inquiétudes, elle me remontait le moral en me relevant les défis.

Ma joie était immense et je ne me doutais de rien ; malheureusement ton Etat a brisé ma liberté.

Tu as renforcé les frontières grâce à moi. Vous vous êtes procuré des lois juste pour anéantir ma mémoire.

J'entendais depuis chez moi la liberté que tu défends et je pensais y parvenir.

Dis à mes ami.e.s que le destin m'a amené chez toi et que tes lois veulent me ramener.

J'aimerais bien que tu me serres dans tes bras, car l'humanisme veut me tenir debout, mais toi tu veux me mettre à genoux.

J'espère que mon courage illuminera mes jours comme des rayons de soleil.

Je ne serai jamais loin de mes ami.e.s. Car ils sentiront toujours ma présence, encore un nouveau monde qui me sera toujours destiné avec du bonheur. Car la souffrance m'a encouragé et l'avenir m'a promis.

Je suis venu de loin pour trouver le bonheur, car il est le lot de tout être humain.

Fermer les frontières à cause de moi sans espoir de survie, c'est indigne.

Je pensais être couvert par toi, comme la poule et ses poussins, mais hélas tu m'as étalé, comme un plan géographique d'un champ de bataille en me mettant sans abri et en me donnant un délai de quitter ton territoire.

Mais espoir sur espoir, jusqu'à présent, j'ai mon espoir chez toi. Serres-moi dans tes bras comme un papa dans sa famille après avoir survécu à la guerre.

Suis-moi dans mes projets, comme un canard qui poursuit l'aigle qui s'envole avec son poussin, car j'ai besoin d'une hospitalité légendaire. Rends-moi l'honneur... l'amour de ta population me rend fort mais ton Etat me rend faible. C'est l'homme qui fait l'histoire mais l'histoire retiendra les vrais hommes.

M. A. Bah

A l'OFII-Office Français de l'Immigration et de l'Intégration,

Je vous adresse cette lettre pour vous informer de la situation dans laquelle vivent les demandeurs d'asile logés dans les CADA (Centres d'Accueil de Demandeurs d'Asile). Nous sommes en France pour demander la protection de l'Etat français ; dans notre démarche nous rencontrons beaucoup de difficultés, notamment liées à l'accès aux logements décents. Cette situation est due à la lenteur du dispositif et des conditions d'accueil mises en place par le gouvernement. C'est pourquoi nous sommes obligés d'attendre pendant 6 à 8 mois dehors sans aucun toit. Les bonnes personnes qui ont la sympathie en nous accueillant, en nous aidant à se fondre dans la population française ; cette aide et ce soutien créent finalement un sentiment, une fraternité, le tout couronné par une solidarité très forte. Cette solidarité nous permet d'être confiants, d'avoir de l'énergie pour affronter des démarches administratives sempiternelles auxquelles nous sommes obligés de faire face. Vous l'OFII vous créez une rupture sans précédent de ce lien fort qui nous unit avec nos parrains, nos marraines, amis, frères, etc. qui sont engagés pour nous aider pour relever le défi. Le défi de la précarité, de la clandestinité, de la misère et surtout de la solitude. Cette rupture est provoquée par le fait que vous nous proposez des logements dans les confins de la France, des endroits très éloignés, très isolés où nous serons seuls sans aucun avantage de poursuite de formation et sans aucune chance d'émancipation.

Je souhaite prendre l'exemple d'un ami étudiant à Grenoble qui auditeur libre à Sciences Po qui a été hébergé chez les particuliers. Il avait signé un contrat avec l'OFII pour un potentiel hébergement. Après la suspension de Dublin (procédure de 6 mois avec assignation à résidence), après ces 6 mois donc, l'OFII l'a appelé pour lui proposer

un logement dans un village très loin. Or, depuis, il a été hébergé par des particuliers. Il a lié des liens à Grenoble, il est auditeur libre à Sciences Po. Ce logement est sûrement à attribuer à ceux qui en ont plus besoin. Il est hébergé dans un lieu qui est désormais chez lui. Comment et pourquoi allez s'isoler, repartir de rien ? Il est déjà assez stressé. Son médecin traitant est à Fontaine. Quelque chose ne fonctionne pas. Ça ne va pas. S'il refuse le logement proposé par l'OFII, il perd le tout petit versement mensuel de l'OFII. La condition de logement est celle du versement de l'allocation. Il préfère refuser cette allocation et continuer à étudier et vivre chez lui.

Nous sommes des personnes qui sont stressées et qui avons des soucis. Nous avons besoin de personnes avec lesquelles discuter, avec lesquelles échanger afin de dissiper le stress et la solitude. À cet effet nous avons vraiment besoin de logements décentes et dans des endroits moins isolés.

Nous vous prions avec amabilité de bien vouloir repenser ce dispositif d'hébergement qui consiste à nous couper de toutes relations extérieures, de soutien, d'aide, et d'accompagnement d'émancipation.

- Nous voulons nous sentir moins seuls ;
- Nous voulons nous émanciper dans la sphère publique ;
- Nous voulons nous former ;
- Nous voulons des soins ;

Alors si vous savez que ces besoins sont nécessaires pour toute vie humaine, prière de nous laisser en ville.

Je vous remercie par avance de votre attention.

Migrant du Patio.

PS : « Si les lois pouvaient parler, elles se plaindraient des gens de loi ». Voltaire.

Au Préfet de l'Isère,

Les expulsions depuis l'aérodrome de Grenoble participent d'un isolement et d'une invisibilisation de la violence de l'Etat.

La procédure Dublin tient-elle compte des problématiques linguistiques ?

Dublin tient compte des intérêts des Etats européens qui accueillent les migrants.

À ce propos nous notons l'absence de clarté, de vérité sur les expulsions qui se font dans des conditions ignobles dans le respect de la loi, certes, mais surtout dans l'irrespect de la personne humaine.

Que peut-on faire des personnes bloquées au Maroc ?

Qu'est-ce que l'on peut faire ?

L'Europe a négocié avec l'Italie, le Maroc... pour bloquer et réadmettre.

Alors la fuite des responsabilités se situe au niveau économique et démographique ; en effet, pour l'immigrant qui accède en Europe, le premier pays où il se trouve est responsable de ce migrant. Les droits et aides qui sont ses droits sont encaissés dans le premier pays accueillant comme l'Italie, l'Espagne.

Par contre l'immigrant qui vient d'un pays francophone ne restera guère en Italie ou en Espagne, et partira en France ou en Belgique,

commençant les démarches en France où il est dubliné, c'est-à-dire dans la procédure qui fait que le premier pays qui l'a accueilli est responsable de ce migrant.

De par ce fait, la France emploie tous les moyens nécessaires dans des conditions hors-loi ou en votant des lois hors-justice pour expulser ses migrants. Par conséquent, ce pays déboute (dégoûte ?) ses migrants qui sont expulsés. Cela explique la fuite de responsabilités et le fait de déployer tous ses moyens pour s'en débarrasser ; cet état regrette la démographie.

Seigneur Essono, Mamy Kaba, Ousmane Kouyaté

Le Bureau des dépositions est un espace à saisir, à re-susciter, il concerne celles et ceux qui voyagent, qui arrivent, qui partent ou qui restent, celles et ceux qui souffrent de ce que nos régimes politiques dessinent de nos vies. Nous désirons abolir ce que les frontières, épaisses, diffuses, tout autant spectacularisées que rendues invisibles et omniprésentes, produisent comme crimes banalisés. Nous ne sommes pas clandestins, nous résistons à la criminalité des Etats-Nations, et par nos résistances nous les transformons.